

L'énergie

M. Lalonde: Et vous, qu'auriez vous fait?

M. Waddell: Le ministre me demande ce que j'aurais fait. Eh bien, j'aurais poursuivi les négociations avec l'Alberta et je n'aurais pas fait appel à la loi. Je pense qu'il aurait pu attendre avant d'invoquer la loi. Il aurait pu poursuivre les négociations avec l'Alberta. L'Alberta a fait savoir qu'elle n'accepterait pas ce genre de mesure. L'invocation de cette loi immédiatement après l'adoption du budget et le contenu des propositions constitutionnelles ont rendu inévitable ce que j'appellerais une réaction excessive de la part de l'Alberta.

Je me permets maintenant d'attirer votre attention sur le fait que le gouvernement n'a pas su contrôler les bénéfices des sociétés. Ses mesures de contrôle ont été si inefficaces et si relâchées que les profits des compagnies pétrolières sont plus élevés que jamais. Ceux de l'Imperial Oil ont monté de 70 p. 100 pour atteindre 680 millions de dollars. Le gouvernement n'a rien fait à cet égard. En mars dernier, les sociétés ont pris à leur compte une augmentation de 6c. le gallon et des études révèlent que le prix de l'essence pour le consommateur est ensuite passé à 55 ou 60c. le gallon. Si la part du gouvernement fédéral était de 35.5c. le gallon et que la taxe de vente provincial représentait de 5 à 8 cents le gallon, cela veut dire que les sociétés empochaient de 15 à 20c. de plus le gallon, soit 2.4 millions de dollars par jour.

Que compte faire le gouvernement à cet égard? Va-t-il examiner ces prix et les diminuer si la justice l'exige? Si le rapport Bertrand est exact, le gouvernement est-il disposé à prendre des mesures pour aider le consommateur? Le gouvernement irait-il jusqu'à exiger que les sociétés qui ont fait, le cas échéant, des profits illégaux, les remboursent? Non, le gouvernement n'est pas disposé à faire cela.

J'en conclus que les réalisations des libéraux depuis leur élection doivent être jugées d'après leurs actes et non pas d'après leurs promesses. Ils ont fait augmenter les prix sans vraiment chercher à atténuer les effets de cette hausse, ils n'ont même pas instauré le crédit d'impôt que les conservateurs préconisaient, même si ce n'était pas grand-chose; j'y reviendrai plus tard. Le gouvernement n'a même pas fait cela; par contre, il a permis aux compagnies pétrolières d'augmenter considérablement leurs prix.

Je voudrais parler une ou deux minutes de la politique des conservateurs puisqu'ils sont les artisans de cette motion. Il faut étudier leur budget de très près pour voir où ils voulaient en venir. Leur budget était en faveur d'une hausse des prix; les conservateurs s'étaient littéralement laissé appâter par les revendications de l'Alberta. En s'associant littéralement avec une province productrice, ce parti s'était fait avoir dans les grandes largeurs et il nous lançait dans la guerre mondiale des prix. Voilà la politique que le parti conservateur avait adoptée.

Pour ma part, j'admire beaucoup le député de Kingston et les Îles qui se préoccupe du sort des gagne-petit et des retraités, mais en réalité, le budget conservateur allait faire mal, très mal. Il me fait penser à un piège à souris. Il y avait un petit morceau de fromage au début puisque le prix n'allait augmenter que de \$4.50 en 1981-1982 mais en 1983, le piège allait se refermer, parce que le prix du pétrole devait augmenter de \$25 le baril cette année-là, ce qui aurait porté le prix à \$47 le baril, sans compter la taxe d'accise sur l'essence. Cette augmentation aurait eu des répercussions désastreuses. En 1981, l'augmentation aurait été de 42.5 cents le gallon, en 1982, elle aurait été

de 24.5 cents et en 1983, elle aurait été \$1.75. Qui aurait été gagnant? Les provinces productrices et les compagnies pétrolières étrangères, qui ont exporté 3 milliards de dollars sous forme de dividendes et de crédits en cinq ans.

Je tiens à dire aux députés du parti conservateur à ma droite que l'allègement fiscal dont il parle dans leur motion d'aujourd'hui aurait été sans effet par rapport à la hausse de \$1.75 le gallon en 1983. Je ne pense pas que les Canadiens se laissent prendre à ce piège.

J'ajouterais que non seulement il n'a pas été possible de bernier le Canadiens mais qu'ils n'ont pas été amusés par les revirements des Conservateurs concernant leur politique à l'égard de Petro-Canada. Le ministre a cité le livre de Jeffrey Simpson "Discipline of Power". Je n'ai donc pas l'intention de citer moi aussi des extraits de cet ouvrage si ce n'est de dire, monsieur l'Orateur, que vous devriez le consulter et que vous y trouverez une allusion au comité Wilson sur Petro-Canada et à certaines des propositions du Parti conservateur visant à privatiser cette société. Je ne pense pas que les Canadiens y croient ou accepte un instant une pareille idée. Quand les enseignes de Petro-Canada commenceront à surgir aux alentours des édifices du Parlement d'ici quelques mois je prédis que les Canadiens se réjouiront. Ils vont pouvoir dire que le NPD avait raison d'inciter constamment le gouvernement à développer Petro-Canada. Ils seront fiers de ces enseignes, fiers que ce soit une société pétrolière du gouvernement canadien et ils prouvent leur fierté en allant se ravitailler à ces stations-service. Voilà ce qui va se produire à Ottawa dans quelques mois.

Je voudrais parler brièvement de ce que j'estime être, à l'instar de mes collègues néo-démocrates, la voie que nous devrions suivre. Je prétends tout d'abord que les Canadiens ne peuvent guère payer davantage pour l'essence. Je signale qu'ils ne s'opposent pas à ces hausses en principe, mais celles-ci surviennent à un très mauvais moment où l'inflation se complique d'une flambée des prix et des difficultés économiques. Nous prétendons, tout d'abord, que nous ne pouvons pas dissocier les majorations du prix de l'essence et du mazout de la situation économique en général. Lorsqu'un travailleur de Terre-Neuve, de St. Catharines ou de ma circonscription de Vancouver-Kingsway est en chômage, il n'a pas les moyens de payer des prix plus élevés. Si ce travailleur paie ces coûts accrus imputables à l'inflation, il ne peut guère payer des prix plus élevés pour l'essence.

J'estime que la plupart des Canadiens sont disposés à payer des prix plus élevés et je l'ai déjà dit à la Chambre, mais ils veulent s'assurer que cet argent ne sera pas versé aux multinationales, mais permettra au Canada de subvenir à ses besoins en matière d'énergie en étatisant ces compagnies.

● (1630)

Ils veulent également être sûrs qu'il existe une sorte de mesure-tampon. J'ai dit l'autre jour à la Chambre, ce qui a provoqué un véritable tollé parmi mes amis d'à côté, qu'il faudrait instaurer une allocation du coût de la vie. Cette allocation pourrait consister en un crédit d'impôt à l'énergie qui serait plus généreux que celui que proposent les conservateurs. Il s'agirait d'un crédit d'impôt au titre du coût de la vie qui serait tel que les gens gagnant \$20,000 ou moins par an n'auraient pas à déboursier plus d'argent quand le prix du mazout ou de l'essence augmenterait. Je pense que c'est faisable.